



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STORENGY

Direction des opérations - Euroatrium
12 rue Raoul Nordling - CS 700001
92270 Bois-Colombes

Références : 2024-809
Code AIOT : 0010001771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement STORENGY implanté Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée durant un exercice POI. Le scénario retenu par l'exploitant était une fuite de gaz sur l'atelier interconnexion suivie d'une inflammation dans un second temps.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY
- Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne

- Code AIOT : 0010001771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement STORENGY de Soings-en-Sologne est un stockage souterrain de gaz en aquifère, en exploitation réduite depuis 2012. Le site est classé SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	REX de l'exercice POI du 14/11/2024	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mise à jour du POI	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Détection incendie	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 7 alinéa 1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déroulement de l'exercice POI : Maîtrise du scénario et actions de sécurité	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.7	/	Sans objet
4	SGS / Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (et annexe I point 6)	Susceptible de suites	Sans objet
5	Fiches de ronde Exploitation réduite	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	EXO POI : Organisation POI	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	Susceptible de suites	Sans objet
7	Maintien des équipements en exploitation réduite	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3 alinéa 7	Susceptible de suites	Sans objet
8	Clôture des installations	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	REX de l'exercice POI du 24/10/23 (point de rencontre des secours)	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	Susceptible de suites	Sans objet
11	REX de l'exercice POI du 24/10/23 (disponibilité clé portail TOP 2)	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déroulement de l'exercice POI : Maitrise du scénario et actions de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.7
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, portées à la connaissance et mises à disposition du personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations du stockage souterrain (électricité, réseaux de fluides), • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées

<p>en cas d'épandage accidentel,</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • les consignes de mise en œuvre des moyens d'intervention, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc, • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, • les consignes à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques, • les consignes d'évacuation du personnel. <p>Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'exercice POI du 14/11/2024 a été suivi par une inspectrice depuis la salle de contrôle et par un inspecteur en accompagnement du Responsable d'Equipe d'Intervention (REI) sur site.</p> <p>L'exercice a été joué sans présence et intervention réelle des pompiers (leur rôle a été simulé, la mise en œuvre des moyens d'extinction n'a pas été testée, juste le délai d'intervention pour secourir la victime).</p> <p>Toutes les informations ont été remontées en salle de contrôle au DOI, qui a échangé en direct avec le REI via talkie-walkie ou avec le technicien de conduite sur place en salle de contrôle.</p> <p>Bonne réactivité pour la prise d'alerte et bon suivi de la procédure d'urgence de la part du technicien de conduite.</p> <p>Bonne évaluation des enjeux par le Directeur des Opérations Internes (DOI) dès le début de l'exercice.</p> <p>Bonne mise en œuvre des actions de sécurité selon la procédure « Bâtiments » (partie O4 p. 3 du POI révision de décembre 2021) et notamment sur la coupure des énergies pouvant présenter un risque.</p> <p>Bonne réactivité du Responsable Communication Site (RCS) pour communiquer vers l'extérieur.</p> <p>Bonne fluidité des échanges entre intervenants.</p> <p>Bonne mise en œuvre des actions d'intervention par l'équipe d'intervention et bon accueil des secours au point de rencontre des secours.</p> <p>Tous les appels téléphoniques et courriels ont été réalisés en réel. Les sirènes d'évacuation ont été déclenchées : le PPI a été déclenché à l'initiative du DOI.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'inspection a observé le bon déroulement des actions entreprises par l'exploitant pour maîtriser le scénario envisagé lors de l'exercice POI du 14/11/2024.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : REX de l'exercice POI du 14/11/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • [...] [...] <p>Le service d'inspection compétent est informé de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition du service d'inspection compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'inspection des installations classées a assisté au debriefing de l'exercice POI qui s'est déroulé le même jour. Tous les acteurs ont partagé leurs observations en soulignant le bon déroulé de l'exercice. Les personnels d'astreinte ont émis une observation concernant la mise en place des barrages routiers, en indiquant qu'une reconnaissance terrain préliminaire à l'exercice aurait été utile pour permettre une mise en place plus rapide des points de barrage. L'inspection des installations classées a par ailleurs souligné l'absence de carte papier dans les véhicules des astreintes en charge des barrages routiers. Le DOI a souligné que le 1er numéro d'appel de la préfecture n'avait pas fonctionné. Il a également indiqué que la liste de diffusion du message d'information pour l'exercice avait reçu un message automatique de non-délivrance.</p> <p>Conclusion / constat : L'exploitant fera l'analyse des enseignements tirés de cet exercice POI du 14/11/2024 et identifiera les principaux axes d'améliorations retenus. L'exploitant transmettra ses conclusions à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit [...] mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

<p>Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants, et notamment avant la mise en service de tout nouveau puits.</p> <p>Le POI et ses modifications notables successives sont transmis au service d'inspection compétent et au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, au cours du debriefing de l'exercice POI déroulé le même jour, l'inspection des installations classées a souligné que la version du POI dont elle disposait, datée de décembre 2021, ne prenait pas en compte les dernières versions des fiches réflexes. L'exploitant a précisé que les fiches réflexes étaient des documents vivants, régulièrement mis à jour en fonction des pistes d'améliorations identifiées. Pour autant, l'exploitant a précisé que la mise à jour des fiches réflexes ne constituait pas un motif de mise à jour de l'ensemble de son POI.</p> <p>Conclusion / constat : Le POI de l'exploitant n'est pas à jour avec les dernières versions des fiches réflexes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une version actualisée de son POI incluant notamment les dernières versions des fiches réflexes. L'exploitant veillera à mettre à jour l'ensemble des fiches réflexes lors de la prochaine mise à jour de son POI prévue avant juin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : SGS / Surveillance des performances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (et annexe I point 6)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Libellé de la référence réglementaire : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p>

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Les éléments transmis par l'exploitant permettent de lever le constat relevé lors de la visite du 15/11/22. Toutefois, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de justifier que dans le cadre de l'exploitation réduite le plan de maintenance des vannes de puits du site de Soings a bien été modifié dans la GMAO accompagné de l'argumentaire associé justifiant cette modification. ».

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments de réponse suivants : « Les puits du site de Soings-en-Sologne sont actuellement exploités avec la vanne de sub-surface (BSV) fermée. Cette vanne est ouverte uniquement pour réaliser certaines mesures réglementaires sur certains puits. Les tests MSP (qui consistent à tester la fermeture des vannes sur sollicitation), qui étaient restés dans la GMAO, ont continué à être réalisés par l'exploitant, pourtant ils n'ont plus d'intérêt dans la mesure où les vannes sont maintenues fermées en permanence. Après analyse, l'exploitant a mis à jour la GMAO pour remplacer ces tests par une manœuvre annuelle de ces vannes. »

Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'inspection des installations classées a consulté la GMAO et a constaté que les tests MSP avaient été supprimés sur les puits de Soings-en-Sologne (suppression de la classe EIPS). Seule la manœuvre annuelle des vannes est maintenue dans la GMAO. L'inspection a consulté les résultats de la dernière manœuvre annuelle : le test du 14/12/2023 a été concluant (essai correct au 1^{er} essai).

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fiches de ronde Exploitation réduite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance en exploitation réduite

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Libellé de la référence réglementaire :

Une ronde hebdomadaire d'un agent de STORENGY est organisée avec plusieurs points de contrôles conformément au plan de maintenance susvisé (contrôles visuels et sonores des étanchéités, relevés des pressions d'azote, contrôles visuels du fonctionnement des équipements en service).

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est soldé. Toutefois un autre constat est proposé dans le cadre de la visite du 24/10/23 : "L'exploitant effectuera une revue complète de la pertinence des actions de vérification listées dans la fiche de ronde (notamment en ce qui concerne la bâche de 120 m3 sur TOP 2 et les cuves THT) et réalisera la mise à jour de cette fiche afin qu'elle reflète au mieux la réalité des installations encore en fonctionnement du site de Soings. " ».

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments de réponse suivants : « Depuis début 2024, la fiche de suivi du site de Soings a été mise à jour en réalisant une revue complète de la pertinence des actions de vérification pour refléter au mieux la réalité des installations encore en fonctionnement du site. On peut noter notamment :

- L'ajout de la vérification du niveau de la cuve d'eau de 120 m3 du Top2,
- La suppression de la vérification des niveaux des cuves THT,
- Le contrôle des rince-oeil au poste de garde et de l'infirmerie (les autres ont été retirés et le formulaire Kizéo associé supprimé). »

Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'inspection des installations classées a consulté par sondage les fiches de ronde en date du 04/07/2024 (S27) ainsi que la dernière fiche de ronde du 08/11/2024 (S45). Les fiches de ronde consultées sont à jour et dûment complétées.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : EXO POI : Organisation POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- [...]
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- [...]

<ul style="list-style-type: none"> la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est maintenu : "L'exploitant mettra à jour la liste de diffusion du message OneNote." ».</p> <p>Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments de réponse suivants : « La liste de diffusion du message OneNote « Information incident sur site Storengy de Chémery » a été mise à jour et testée lors de l'exercice PPI de Chémery du 06/12/2023. La liste de diffusion est la suivante : [...]. Cette liste est mise à jour dès connaissance d'une modification d'un contact. »</p> <p>Suite à l'exercice POI du 14/11/2024, le message OneNote « Information incident sur le site Storengy de Chémery » a été transmis par le DOI à la liste de diffusion actualisée. Lors du debriefing de l'exercice, le DOI a signalé qu'un message automatique de non-délivrance avait été reçu, il s'agit d'un contact qui vient juste de changer de poste. La liste de diffusion sera mise à jour en conséquence.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maintien des équipements en exploitation réduite

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3 alinéa 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des équipements</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une ronde hebdomadaire d'un agent de STORENGY est organisée avec plusieurs points de contrôles conformément au plan de maintenance susvisé (contrôles susvisés et sonores des étanchéités, relevés des pressions d'azote, contrôles visuels du fonctionnement des équipements en service).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant étudiera la pertinence de maintenir des rince-oeils non opérationnels dans les locaux non utilisés de Soings. En revanche, il devra procéder à leur maintien et leur bon entretien dans les locaux</p>

susceptibles d'être encore utilisés par du personnel. ».

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments de réponse suivants : « Depuis début 2024, la fiche de suivi du site de Soings a été mise à jour en réalisant une revue complète de la pertinence des actions de vérification pour refléter au mieux la réalité des installations encore en fonctionnement du site. On peut noter notamment :

[...]

- Le contrôle des rince-œil au poste de garde et de l'infirmierie (les autres ont été retirés et le formulaire Kizéo associé supprimé). »

Les rince-œil sont contrôlés semestriellement par l'exploitant. Le dernier contrôle réalisé est celui du 04/07/2024 pour le 2nd semestre 2024. La fiche de ronde associée a été consultée par l'inspection lors de la visite du 14/11/2024 : aucune anomalie n'a été constatée, les dates d'expirations des flacons sont reprises sur la fiche de ronde. Sur site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux flacons rince-œil dans le poste de garde. Post-inspection, l'exploitant a justifié les différentes utilisations des deux flacons : la bouteille bleue est une solution de pH neutre qui répond aux projections de produits acides ou alcalins dans l'œil, alors que la bouteille verte est une solution saline de chlorure de sodium à 0,9% qui élimine les poussières et corps étrangers présents dans l'œil. Le site de Soings n'ayant plus de produit chimique, seule la bouteille verte sera maintenue à disposition pour garantir la bonne utilisation du produit.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Clôture des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La station centrale, la station satellite, les plateformes de puits et autres plateformes abritant des équipements nécessaires au fonctionnement du stockage souterrain (vanne de sectionnement réseau, sirène PPI, événements...) sont efficacement clôturés sur l'ensemble de leur périphérie avec en particulier une hauteur suffisante pour empêcher l'accès des personnes étrangères au stockage souterrain.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant

n'a pas été en mesure de présenter à l'inspectrice le bon de travail attestant qu'une action corrective a été enclenchée pour mettre en conformité le bout de clôture qui avait été constaté endommagé lors de la ronde du 13/10/23. ».

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de passage de la société Terideal suite à l'intervention du 09/02/2024 (bon n°185527).

Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'inspection des installations classées a constaté sur site la mise en conformité du bout de clôture endommagé.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 7 alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Dans l'ensemble des bâtiments incendie de la station, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les modes de preuve des actions menées pour corriger les écarts relevés sur la détection incendie des tops 1 et 2 de Soings lors des dernières vérifications périodiques en 2023. ».

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments de réponse suivants : « Les écarts relevés sur la détection incendie des Tops 1 et 2 de Soings lors des dernières vérifications périodiques en 2023 ne concernent pas des actions urgentes, mais des actions à prévoir. Une demande de devis auprès de SIEMENS a été effectuée pour le remplacement du matériel obsolète. La mise en œuvre des actions à prévoir sur le site de Soings ne se feront qu'après le retour de l'administration sur l'avenir de Soings suite à la dépose de la tierce expertise de l'étude technico-économique à des fins de soutirage de gaz résiduel. ».

Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'exploitant a présenté la facture d'intervention de SIEMENS pour une réparation de matériel obsolète réalisée en mars 2024. L'inspection des

installations classées a consulté par sondage le dernier rapport de vérification des détecteurs incendie du TOP 1 daté du 26/04/2024 (vérification pour le 1^{er} semestre 2024). Ce rapport ne remet pas en cause l'intégrité du système de détection incendie mais souligne un état dégradé en identifiant 3 actions à prévoir et 2 points pour information. Les actions à prévoir identifiées reflètent des non-conformités sur les conditions de fonctionnement des détecteurs (par exemple une des actions à prévoir porte sur l'alarme visuelle/sonore associée à la détection incendie). Le site de Soings-en-Sologne étant actuellement en exploitation réduite avant cessation, l'exploitant a indiqué en séance qu'il ne mettait pas en œuvre d'action corrective pour corriger les écarts identifiés en « action à prévoir » qui ne remettent pas en cause directement l'intégrité de la détection incendie.

Conclusion / constat :

Les éléments transmis par l'exploitant ne permettent pas de lever le constat relevé lors de la visite du 24/10/2023. Le constat est reformulé : l'exploitant ne respecte pas les conditions de fonctionnement des détecteurs incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : REX de l'exercice POI du 24/10/23 (point de rencontre des secours)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- [...]
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- [...]
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

[...]

Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Suite au REX tiré de l'exercice POI du 24/10/23, l'exploitant doit mieux justifier dans les fiches réflexes et procédures associées de son POI la liste de points de rencontres des secours (PRS) de Soings en fonction des différents cas de figures rencontrés et notamment étudier la pertinence de proposer le bassin 20 000 m³ comme PRS1 pour "intervention secours à personne" et "intervention courante hors feu zone gaz". Les éventuelles modifications apportées seront décrites à l'inspection des installations classées. ».</p> <p>Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis la nouvelle version de la fiche « <i>Prise alerte accident Chémery/Soings</i> ».</p> <p>Lors de l'exercice POI du 14/11/2024, l'inspection a constaté que cette nouvelle version était bien mise en place au niveau de la salle de contrôle. La fiche distingue clairement les points de rencontres des secours selon le scénario rencontré.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : REX de l'exercice POI du 24/10/23 (disponibilité clé portail TOP 2)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • [...] • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Les modalités pour la récupération des clés d'ouvertures des portails du TOP 1 et 2 ne sont pas explicitées dans les fiches réflexes intervenants présentes dans le POI. L'exploitant étudiera, afin de gagner en efficacité, la possibilité que tous les personnels d'astreinte, susceptibles d'intervenir sur Soings, puissent disposer d'un jeu de clé d'ouverture du portail du TOP 2, sans avoir notamment à repasser par le TOP 1. L'exploitant transmettra à l'inspection l'analyse des enseignements tirés de cet exercice POI du 24/10/23 ainsi que les principaux axes d'améliorations retenus. ».</p>

Le 03/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments de réponse suivants : « Sur le Top2 du site de Soings, la première barrière s'ouvre à partir d'une clef « *puits* ». Le portail s'ouvre à partir d'un badge et le portail de secours à partir d'une clef « *puits* ». Toutes les astreintes du site Chémery disposent d'une clef « *puits* » et d'un badge d'accès pour le site de Soings. En cas d'oubli, le gardien du site de Soings peut leurs mettre à disposition les moyens d'accès. ».

Lors de la visite d'inspection du 14/11/2024, l'exploitant a confirmé les modalités d'accès aux sites ci-dessus.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Type de suites proposées : Sans suite